

Cérémonie d'ouverture de
la nouvelle année académique

Collège ~~Collège~~ d'Europe de Bruges
4 octobre 1982

Discours de M. Gaston E. THORN
Président de la Commission des Communautés Européennes

"Europe, Etats-Unis, Japon. Une
relation conflictuelle?"

EMBARGO: 18 HEURES

façon discrète mais combien efficace.

Vous m'avez demandé, Monsieur le Recteur, de vous entretenir d'un thème "d'actualité". Vous ne serez donc pas surpris que je parle d'un sujet qui préoccupe particulièrement la Communauté actuellement : celui de nos relations avec les Etats-Unis. Je souhaiterais d'ailleurs en parler dans le cadre,

plus général

./.

plus général des relations commerciales entre les trois grands ensembles que sont l'Europe, les Etats-Unis et le Japon. L'évolution récente de ces relations, vous le savez, est plutôt préoccupante. Sans doute ne s'agit-il pas encore de guerre économique. Mais les tensions entre ces trois ensembles sont de plus en plus insupportables. Ce qui commence par des scènes de ménage sans conséquence peut aboutir au divorce si la confiance dans l'autre tient à disparaître.

Nous ne sommes pas encore là il est encore possible/
de s'entendre

./.

de s'entendre et de résoudre en commun les conflits actuels
mais il faut agir vite.

Les Etats-Unis, le Japon et l'Europe sont les trois
grands piliers de l'économie libérale. Nous produisons
ensemble plus de la moitié du produit national du monde
libre. Près de 60% des échanges du monde libre passent
par nous.

Pour la seule année dernière, les échanges de
marchandises entre la CEE et le Japon se sont élevés à
27 milliards de dollars, entre le Japon et les Etats-Unis

à 64 milliards

./..

à 64 milliards de dollars et entre les Etats-Unis et la Communauté à 95 milliards de dollars.

Mais ces courants commerciaux ne sont que la manifestation visible de multiples imbrications économiques à tous les niveaux: services financiers, larges courants de capitaux, investissements croisés, échanges de technologies.

Ce réseau

./...

Ce réseau serré de relations et de dépendances réciproques est l'un des nerfs de notre système économique. S'il est gravement malade, l'ensemble du système est en danger; or, les symptômes de maladie ne semblent guère manquer actuellement.

Tout d'abord, la situation générale de l'économie est mauvaise. Nous souffrons tous de la plus forte récession depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les chômeurs se comptent par millions et leurs rangs grossissent

chaque jour

./..

chaque jour. Le nombre des faillites d'entreprises bat sans cesse de nouveaux records. L'endettement public surtout est inquiétant. Le commerce mondial stagne.

Dans des temps aussi incertains, les gouvernements sont plus que jamais enclins au repli sur soi.

Soyons francs: personne ne peut tout à fait se défendre de cette tentation, même nous Européens. La Commission est sans cesse confrontée

à des tendances

à des tendances protectionnistes. Et nous avons toutes les peines du monde à convaincre nos agriculteurs, nos entreprises industrielles ou nos gouvernements nationaux des dangereux effets de bommerang que comportent ces tentations protectionnistes dans un monde économique aussi interdépendant. ~~Ceci dit,~~ il ne faut pas non plus tomber dans l'utopie: au moment où le nombre des chômeurs dans la Communauté approche les 11 millions, aucun gouvernement ne

peut se permettre

peut se permettre d'agir en fonction de modèles théoriques de concurrence parfaite et de faire du libre-échange à tout prix. Ce qui importe, au contraire, c'est de trouver avec l'ensemble de nos partenaires commerciaux un équilibre acceptable entre les avantages de la libre concurrence et les contraintes sociales et politiques qui peuvent exiger à l'occasion des mesures de protection. C'est dans l'établissement de cet équilibre que réside à mon avis le problème

central de nos

./..

central de nos relations commerciales avec les Etats-Unis et le Japon.

Lorsque la Communauté européenne a été instituée il y a 25 ans, l'objectif était de créer un meilleur équilibre mondial en donnant force et stabilité au pilier européen du système économique occidental. Or, paradoxalement, il est aujourd'hui reproché à la Communauté, à commencer par les Etats-Unis et le Japon, de jouer les trouble-fête

protectionnistes

protectionnistes dans le commerce mondial.

Qu'en est-il de ce reproche?

Il est refuté par le seul fait que l'Europe est aujourd'hui la première puissance commerciale du monde et qu'elle a un des tarifs douaniers moyens les plus bas. Nous accusons par ailleurs un déficit commercial croissant vis-à-vis des Etats-Unis et du Japon. En cinq ans seulement, de 1975 à 1980, notre solde négatif

est passé ./..

est passé à 37 milliards de dollars avec le Japon et même à 68 milliards de dollars avec les Etats-Unis. On peut tirer de nombreuses conclusions de ces chiffres, mais certainement pas que l'Europe est un bloc protectionniste!

Et la politique agricole de la Communauté? Comme vous le savez, elle constitue un foyer de tensions qui couve en permanence entre l'Europe et l'Amérique. Ce foyer s'est rallumé au cours des derniers mois.

Il est exact ./..

Il est exact qu'en Europe nous attachons une grande importance à la sécurité de nos approvisionnement alimentaires. Il est vrai aussi que nous essayons par conséquent de protéger notre production agricole, principalement contre les fluctuations excessives et souvent spéculatives constatées sur les marchés mondiaux. En cela nous ne nous distinguons en rien des Etats-Unis. Eux aussi veillent à la sécurité de leurs approvisionnements; eux aussi ont souvent pris

des mesures ./..

des mesures de protection radicales en faveur de nombreux produits pour lesquels ils ne disposent pas d'avantages nets de production.

Ceci étant, les prélèvements, les restitutions et la préférence communautaire n'ont nullement empêché l'Europe d'être le plus gros importateur mondial de produits alimentaires et le meilleur client des Etats-Unis.

Au cours des ./..

Au cours des cinq dernières années, les Etats-Unis ont vendu cinq fois plus à la Communauté qu'ile ne lui ont acheté. Protectionnisme? Certes non.

Les critiques venant des Etats-Unis portent d'ailleurs moins sur nos importations que sur nos exportations. On

entend souvent dire ./..

entend souvent dire que nous nous emparons des marchés mondiaux grâce à nos restitutions à l'exportation et que nous acculons tous les autres pays à la faillite. Il en va, en fait, tout autrement.

Un mot d'abord sur les subventions à l'agriculture. Elles existent effectivement en Europe. Mais elles existent aussi aux Etats-Unis sous des formes multiples et elles sont d'une importance comparable.

Et nous serions ./..

Et nous serions en train de conquérir le marché mondial? D'après les règles du GATT, dont la Communauté et les Etats-Unis sont membres, tout pays a droit à une part équitable du commerce mondial. Certes le thème

"équitable" appelle ./..

"équitable" appelle une interprétation. Il est un fait, en tout cas, que les parts respectives des principaux producteurs agricoles sur le marché mondial sont restées stables au cours des dix dernières années. De 1973 à 1980, la part de la CE dans les exportations mondiales de produits agricoles a enregistré une très légère augmentation, passant de 9,5 % à 11 %; celle des Etats-Unis a baissé très légèrement, de 19,8 à 19 %. Telle est la situation. S'agit-il là d'une expansion agressive

de l'Europe

./..

de l'Europe sur les marchés mondiaux? Certainement pas.

L'agriculture se trouve actuellement dans une situation difficile, en Amérique comme en Europe. Des excédents chroniques encombrant les marchés de certains produits, ici comme là-bas. Pourtant ces problèmes ne pourront pas être résolus par les accusations, les menaces et les représailles, mais seulement par la compréhension mutuelle et la volonté de compromis.

La Communauté

./..

La Communauté reste prête à dialoguer. Plus encore, elle a récemment pris un certain nombre de mesures pour réorienter la politique agricole commune et l'adapter.

La résorption des excédents de production systématiques et le rapprochement de nos prix intérieurs, par exemple pour le blé, des prix des autres grands pays producteurs font partie à cet égard de nos objectifs déclarés. De telles réorientations ne sauraient être décrétées du

Jour au lendemain

./..

Jour au lendemain. Elles doivent être réalisées petit à petit. Elles ne seront certainement pas facilitées si l'on rend l'agriculture européenne et notre politique agricole responsables des problèmes de l'agriculture américaine.

Toutefois, le commerce des produits agricoles n'est pas la seule cause de litige entre l'Europe et l'Amérique.

L'acier constitue ./..

L'acier constitue une fois encore un problème brûlant. Au début de l'année, l'industrie sidérurgique américaine a fait donner la grosse artillerie contre la Communauté. Elle a introduit des procédures antisubventions et antidumping qui menacent de soumettre à des droits très élevés une grande partie des exportations européennes d'acier.

Que nous reproche-t-on? ./..

Que nous reproche-t-on? Surtout deux choses :
premièrement, que les exportations européennes aux
Etats-Unis perturbent le marché local et portent préjudice
à l'industrie sidérurgique américaine. Deuxièmement,
que tout cela n'est possible que parce que nous soutenons
financièrement notre industrie sidérurgique et facilitons
ainsi les exportations européennes à bas prix.

Là encore

./..

Là encore, parlons ouvertement: notre part du marché
sidérurgique américain n'est même pas de 7 %. En 1981, nous
avons exporté moins d'acier aux Etats-Unis qu'il y a dix ans.
Et nous aurions ainsi gravement déstabilisé le marché?

Les aides que nous accordons à notre sidérurgie sont
connues. Elles sont publiées dans un document qui mentionne
avec précision la nature de ces aides, la date limite à

laquelle elles

./..

laquelle elles devront être supprimées, ainsi que les contreparties que la sidérurgie européenne doit fournir. Nos aides sont toujours liées à la suppression des capacités excédentaires, à l'amélioration de la productivité et à la réorientation de la production, elles ne sont jamais des subventions à l'exportation.

Si la sidérurgie

./..

Si la sidérurgie américaine est aujourd'hui en mauvaise posture - ce qui est effectivement le cas - il y a à cela toute une série de raisons : capacités excédentaires, faible productivité, installations vieillies, pour n'en citer que quelques-unes. Il est trop facile de rejeter la responsabilité sur l'Europe.

C'est seulement ./..

C'est seulement pour éviter le pire qu'en août, nous avons proposé aux Etats-Unis, en dernier ressort, une autolimitation importante, pendant plusieurs années, de nos exportations. Cette proposition ramènerait notre part du marché de 6,9 à 5,75 % environ. Pour notre sidérurgie, cela constitue un sacrifice considérable. Elle y est disposée pour éviter une guerre ouverte de l'acier.

./..

La Communauté fera tout pour que les accords conclus après de difficiles négociations entrent en vigueur. Nous savons que la sidérurgie américaine continue à se faire tirer l'oreille. Nous comptons toutefois sur le gouvernement de Washington pour qu'il use de toute son influence afin d'éviter une nouvelle escalade dans le conflit de l'acier. Le report au 15 octobre de la date limite pour la mise en vigueur de l'accord laisse à cet/

égard un

./.

a) " égard un dernier espoir. Ne pas saisir cette chance, ce serait se résigner à une détérioration considérable de nos relations. A l'inverse, conclure sur l'acier donnerait au monde le signal que nous sortons de la spirale du désaccord pour retrouver la dynamique de l'accord. "

C'est dans cette perspective que Je souhaiterais évoquer le troisième problème avec les Etats-Unis, celui/ de l'embargo

./.

de l'embargo technologique concernant le gazoduc sibérien. Ici, rien ne nous a été épargné : modification de textes législatifs a posteriori, recours aux moyens Juridictionnels par-delà les frontières, absence de consultation et - qu'on veuille bien me pardonner - l'illusion que l'on peut par des sanctions économiques arriver à autre chose qu'à se faire du tort à soi-même. Car peut-on croire sérieusement que l'embargo amènerait/ l'Union soviétique

./.

l'Union soviétique à abandonner la construction du gazoduc ? Elle peut acheter la technologie nécessaire à d'autres pays ou la mettre au point elle-même, si elle n'est déjà en train de le faire.

Et la dépendance énergétique croissante de l'Europe ? C'est précisément du contraire qu'il faut parler. Les contrats de vente de gaz naturel conclus/ avec la Russie

./.

avec la Russie ont été signés en vue de diversifier nos approvisionnements énergétiques et donc de réduire notre dépendance actuelle vis-à-vis de nos fournisseurs traditionnels, sans pour autant nous soumettre à de nouvelles dépendances.

./.

Que reste-t-il donc de l'embargo ? Tout au plus un retard d'un à deux ans dans l'achèvement des installations. Mais à quel prix ! Les entreprises américaines ont raté un marché intéressant. Les entreprises européennes déjà engagées doivent, soit violer les contrats conclus et perdre leur réputation de partenaires commerciaux sûrs, soit s'exposer/
aux mesures

./.

aux mesures de retorsion américaines. Dans les deux cas, il en résulte des pertes considérables. Des milliers d'emplois sont en danger. Mais chose plus grave encore, la confiance des entreprises et des travailleurs européens dans leurs partenaires américains est entamée.

N'est-il pas compréhensible que nous nous prononcions sans ambages en faveur du respect des contrats signés ? N'est-il pas compréhensible que

./.

nous ayons demandé au gouvernement de Washington de lever l'embargo qu'il avait étendu aux firmes travaillant en Europe sous licence américaine. Même en Amérique, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent contre l'embargo

Les sanctions décidées en septembre par le/
gouvernement américain

./.

gouvernement américain à l'égard de firmes européennes ont conduit à une nouvelle aggravation. Nous avons maintenant atteint un point où il est dangereux pour toutes les parties de laisser aller les choses. Il est temps là aussi d'empêcher que l'irréparable ne sépare des amis et des alliés. C'est pourquoi, je renouvelle mon appel à la reprise des discussions relatives/
à l'ensemble

./.

à l'ensemble de la question des échanges commerciaux
entre l'Est et l'Ouest.

Nous nous réjouissons d'avoir décelé à Washington
les premiers signes allant dans ce sens et je suis fermement
convaincu que le différend peut être aplani. Il existe, si
nous voulons aider les Polonais, d'autres formes de/

pression économique

./.

pression économique sur l'Union soviétique.

*

*

*

Voilà, Mesdames, Messieurs, trois des problèmes
brûlants que connaissent actuellement nos relations avec
les Etats-Unis. Ce ne sont cependant pas les seules/

questions litigieuses

./.

questions litigieuses entre nous. J'aurais pu tout aussi bien parler de nos relations avec le tiers monde. Ou encore de questions aussi importantes que l'interprétation divergente d'accords internationaux. J'aurais pu parler encore de la politique des taux d'intérêt élevés suivie/

Jusqu'à présent

./.

Jusqu'à présent par l'Amérique et de ses conséquences graves pour l'Europe.

Permettez-moi ./..

Permettez-moi de revenir à notre thème général :
au cours des derniers mois, nous avons assisté à une
véritable accumulation de malentendus, dissensions, querelles
et autres discordances dans le domaine économique, qui
constituent au total, compte tenu des troubles économiques,
sociaux, politiques et

./.

sociaux, politiques et également militaires à l'échelon
mondial, une dangereuse bombe à retardement.

Je suis convaincu que nous pouvons désamorcer
les conflits actuels et, à défaut de les éviter, limiter
les dommages qui en résulteraient pour nous tous. Nous
devons créer un nouveau climat de confiance afin d'asseoir/
la solidarité

./.

la solidarité et les relations entre partenaires sur une base plus solide. Cela ne sera pas possible que si les règles convenues sont honnêtement respectées. L'application arbitraire de la loi du plus fort ne peut que porter un coup fatal à cette solidarité.

Nous devons enfin revenir à un langage commun et reprendre un dialogue véritable. Car l'accumulation des controverses risque d'empoisonner l'ensemble de nos relations.

./.

un signe de force. C'est pourquoi nous devons tout faire afin d'améliorer nos procédures pour des consultations permanentes et globales entre la Communauté européenne et les Etats-Unis afin de rapprocher nos vues dans le respect de nos identités propres.

Les relations ./..

Les relations entre partenaires supposent que chacun reconnaisse pleinement l'identité de l'autre et qu'il

soit prêt ./..

soit prêt à tenir compte de ses intérêts spécifiques.

"Si l'Europe doit assumer une part des responsabilités de l'Occident dans le monde, elle doit le faire sur la base de ses conceptions propres et dans son intérêt propre."

C'est à cette conclusion qu'est arrivé Henry KISSINGER dans un de ses grands discours. Et il ajoute : "Naturellement, il y a entre nous des divergences de vues sur la tactique à suivre,

./.

tactique à suivre, parfois aussi sur les perspectives, voire les objectifs. Mais Je ne crois pas que les Américains aient à ce point perdu confiance en eux-mêmes qu'ils interdisent de jouer tout rôle à ceux qui, s'ils peuvent avoir occasionnellement des différends avec eux; n'en partagent pas moins leurs valeurs essentielles".

On ne saurait mieux dire !

Permettez-moi maintenant de tourner mon regard de l'Occident vers l'Orient, vers l'Extrême-Orient. Là aussi, les relations entre l'Europe et le Japon se présentent sous un jour plutôt sombre. Les exportations Japonaises vers la Communauté ont à nouveau connu une progression considérable, de 12 % environ en 1981. Le déficit de notre balance commerciale a même augmenté de 14 % pour atteindre quelque 14 milliards de dollars. SI l'on en croit les commentateurs Japonais, cette évolution prouve que l'industrie européenne n'a pas su s'adapter, que nos entreprises

.../...

entreprises ne sont pas en mesure de soutenir la concurrence et que nous voulons donc nous retrancher derrière les remparts du protectionnisme. Je pense que les choses ne sont pas aussi simples.

Trois problèmes pèsent sur les relations de l'Europe - mais également de l'Amérique - avec le Japon. Le premier est celui du déséquilibre chronique des relations commerciales. Notre déficit avec le Japon est passé de moins de 8 millions de dollars en 1963 ET 14 milliards

.../...

bien 14 milliards, en 1981. Certes, un excédent ou un déficit de la balance commerciale de la Communauté avec un autre pays n'est pas en soi un problème. Des échanges mondiaux équilibrés ne veulent naturellement pas dire que notre balance commerciale doit être chaque année en équilibre avec chacun de nos partenaires. Le problème avec le Japon est toutefois d'un autre ordre. D'une part, le solde négatif de nos échanges commerciaux progresse systématiquement d'une année à l'autre. D'autre part, l'Europe n'est pas seule à avoir des soucis à cet égard. Les Etats-Unis

et les autres pays ./. ..

et les autres pays industrialisés d'Asie se heurtent aux mêmes difficultés. Nous nous trouvons donc en présence d'un déséquilibre global systématique dans les relations du Japon avec les autres nations industrialisées. Le Japon serait-il réellement le seul capable dans le domaine économique ?

Le deuxième problème est la concentration des exportations Japonaises vers l'Europe dans des secteurs extrêmement sensibles : automobile, téléviseurs couleur, machines-outils. Dans ces secteurs, les exportations Japonaises .:/..

Japonaises ont - malgré les restrictions que certains pays européens ont introduites - augmenté si fortement qu'elles constituent une menace sérieuse pour l'économie et l'emploi dans ces pays. Comprenez-moi bien : si d'autres produisent meilleur marché et sont plus efficaces, Je suis le premier à dire que les entreprises européennes doivent, dans leur propre intérêt, s'adapter à la concurrence. Mais, avec près de onze millions de chômeurs dans la Communauté, il y a des limites sociales et politiques pour la rapidité de cette adaptation.

Le troisième problème, qui n'est certes pas le moindre, réside dans

les innombrables/..

les innombrables difficultés, grandes et petites, que rencontrent les entreprises européennes lorsqu'elles veulent exporter vers le Japon : droits de douane élevés, contingents d'importation et de contrôles de conformité tatillons rendent l'importation pratiquement impossible dans de nombreux cas. A cela vient s'ajouter une série d'entraves qui, peu visibles, sont difficiles à saisir : un réseau de relations étroites entre l'industrie et le monde financier japonais, les multiples connexions non officielles entre le gouvernement et les milieux économiques et

enfin la/..

enfin la conviction, très répandue et soigneusement entretenue au Japon, que tous les produits de grande consommation doivent être "kokusan", c'est-à-dire d'origine Japonaise.

Je ne veux pas faire du Japon le bouc émissaire des erreurs et des imperfections de nombreux secteurs de l'économie européenne. Cela ne profiterait à personne .

Mais si les Japonais maintiennent la pression de leurs exportations sans se préoccuper des conséquences sociales et politiques dans les pays concernés, cela ne sera pas non plus profitable.

Ce qu'il faut, bien au contraire, c'est de la compréhension

et des .../...

et des actions concertées de part et d'autre. L'industrie européenne doit restaurer sa compétitivité sur les marchés mondiaux - ce qui ne se fera pas sans remèdes de cheval ici ou là. Rien ne sert de se répandre en lamentations et d'attendre les bras croisés. Mieux vaut renforcer la coopération européenne entre les entreprises. A cet égard, les succès spectaculaires de l'Airbus sont un exemple positif,

alors que .../...

alors que l'évolution de l'industrie électronique européenne est plutôt l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire.

Je ne peux également que mettre en garde contre la tentation de conclure des accords d'autolimitation de plus en plus nombreux. Ces accords ne sont pas la panacée, ils signifient au contraire - si on les utilise de manière prolongée - la mort du commerce mondial.

Quiconque veut accéder aux marchés de demain doit

aujourd'hui .../..

aujourd'hui prendre des risques et avoir le courage d'entreprendre, être prêt à investir des sommes importantes dans l'innovation et à faire un effort soutenu, même dans des pays lointains. Sur ce plan, bon nombre d'entreprises européennes auraient beaucoup à apprendre de leurs concurrentes japonaises.

Réciproquement, s'il veut être un véritable partenaire, le Japon doit modérer la pression de ses exportations dans une

mesure suffisante .../..

mesure suffisante pour que les efforts des Européens ne soient pas d'emblée voués à l'échec. En outre, et c'est pour moi le noeud du problème, le Japon doit enfin ouvrir son marché aux autres pays industrialisés, non seulement pour les matières premières, mais aussi pour les produits finis. Sur notre insistance et celle des Américains, des promesses en ce sens ont été faites à plusieurs reprises. Les mesures prises en mai de cette année, juste avant le sommet de Versailles, sont un pas dans la bonne direction. .../...

direction. Mais un long chemin reste encore à parcourir. Il ne suffit pas d'abaisser simplement quelques droits de douane élevés et quelques contingents. Il faut aller plus loin et modifier de manière fondamentale l'orientation de l'économie Japonaise en ayant pour objectif d'ouvrir aux importations le marché intérieur - comme c'est le cas du marché de la Communauté européenne et de celui des Etats-Unis. C'est seulement si cela peut être accompli que le Japon sera à la hauteur des responsabilités qui vont de pair avec son potentiel économique et politique. .../...

C'est donc toujours le même ^{problème} / fondamental qui revient à la surface : l'établissement d'un équilibre acceptable entre partenaires commerciaux dans un monde économique libre, mais imparfait, avec toutes ses contraintes sociales et politiques. Lors de la conférence ministérielle prévue pour novembre prochain dans le cadre du GATT, il sera aussi et surtout question de ce problème. Il ne faut évidemment pas attendre de cette session qu'elle modifie miraculeusement l'état actuel des relations commerciales mondiales.

Mais si nous

./.

Mais, si nous pouvons y réaffirmer solennellement notre attachement au maintien d'un marché mondial libre et notre refus de céder aux facilités protectionnistes, ce sera déjà un résultat non négligeable. Car c'est seulement si nous parvenons, en dépit des pressions protectionnistes croissantes, à sauvegarder la confiance mutuelle dans les règles convenues, à faire appliquer celles-ci et, ce faisant, à garantir la discipline du commerce international que notre grande idée d'une économie mondiale libre pourra se perpétuer.

./.

se perpétuer.

*

*

*

C'est là dessus que Je conclurai. Aussi préoccupante que puisse apparaître la situation actuelle, ce serait une erreur capitale que d'accepter la crise comme une fatalité./

Elle nous met

./.

Elle nous met au défi de trouver des voies nouvelles et pas seulement en ce qui concerne nos relations commerciales. La lutte contre la faim dans le monde, la maîtrise de la crise énergétique, la promotion de la science et de la recherche à des fins pacifiques, voilà autant de domaines dans lesquels nous sommes conviés à coopérer dans notre intérêt commun. Une grande partie du monde est encore sous-développée et connaît la misère. Il y a ici un énorme potentiel de croissance économique pour l'avenir. Nous, pays/ industrialisés occidentaux, ./.

industrialisés occidentaux, sommes invités à participer à la mise en valeur de ce potentiel. Notre crédibilité est en jeu. Dans cette situation, une guerre commerciale serait suicidaire. Elle ne profiterait qu'à ceux qui ont toujours prétendu que notre système économique occidental était au bord de la faillite. Aucun homme raisonnable, pas plus aux Etats-Unis ou au Japon qu'en Europe, ne peut souhaiter que nous en arrivions là.

Bruxelles, 4 octobre 1982

Note BIO(82)405 aux Bureaux nationaux

Discours du President Thorn devant le College d'Europe de Bruges

Prenant la parole a la ceremonie d'ouverture de la nouvelle annee academique du College d'Europe a Bruges, M. G.E. Thorn, President de la Commission des Communautés europeennes, revenu le matin meme de sa visite aux Etats-Unis a declare que la conclusion d'un accord avec les Etats-Unis sur l'acier dont la mise en vigueur a ete reportee au 15 octobre 1982 "donnerait au monde le signal que nous sortons de la spirale du desaccord pour retrouver la dynamique de l'accord."

Parlant des tendances protectionnistes auxquelles la Commission est sans cesse confrontee aussi bien de la part des agriculteurs, des entreprises industrielles ou des gouvernements des Dix, M. Thorn a mis en garde contre les "boomerang que comportent ces tentations protectionnistes dans un monde economique aussi interdependant." " Mais", il a ajoute qu'"il ne faut pas non plus tomber dans l'utopie au moment ou le nombre des chomeurs dans la Communaute approche les 11 millions, aucun gouvernement ne peut se permettre d'agir en fonction de modeles theoriques de concurrence parfaite et de faire du libre-echange a tout prix. Ce qui importe, au contraire, c'est de trouver avec l'ensemble de nos partenaires commerciaux un equilibre acceptable entre les avantages de la libre concurrence et les contraintes sociales et politiques qui peuvent exiger a l'occasion des mesures de protection. C'est dans l'etablissement de cet equilibre que reside a mon avis le probleme central de nos relations commerciales avec les Etats-Unis et le Japon."

Faisant etat de la conference ministerielle qui se tiendra en novembre prochain dans le cadre du GATT, le President Thorn a dit: " qu'il ne faut evidemment pas attendre de cette session qu'elle modifie miraculeusement l'etat actuel des relations commerciales mondiales." "Mais", a-t-il ajoute, "si nous pouvons y reaffirmer solennellement notre attachement au maintien d'un marche mondial libre et notre refus de ceder aux facilites protectionnistes, ce sera deja un resultat non negligeable. Car c'est seulement si nous parvenons, en depit des pressions protectionnistes croissantes, a sauvegarder la confiance mutuelle dans les regles convenues, a faire appliquer celles-ci et, ce faisant, a garantir la discipline du commerce internationale que notre grande idee d'une economie mondiale libre pourra se perpetuer."

(Le texte integral du discours vous parviendra par courrier separe).

Amities,

P. Cerf, ~~Comeur~~ 177

